

Mulroney est disposé à discuter de l'apartheid sud-africain et de la démocratisation en Haïti au Sommet de la francophonie

BERNARD DESCÔTEAUX

OTTAWA — Le premier ministre Mulroney, tout en souhaitant que le sommet des pays francophones se déroule dans un climat de cordialité, est disposé à aborder des questions telles l'apartheid en Afrique du sud ou, si le sujet est soulevé, la démocratisation de la vie politique en Haïti.

C'est ce qu'a indiqué hier soir le premier ministre canadien en réponse à des questions de la presse à son arrivée à une réception où il rencontrait le groupe des «sherpas», ces ambassadeurs chargés de la préparation du sommet qui aura lieu à Paris.

À 12 jours de ce Sommet qui sera une première pour le monde francophone, il est encore trop tôt pour savoir de façon précise les points qui seront à l'ordre du jour. Il est cependant acquis que les 38 chefs d'État ou de gouvernement qui participeront à cette rencontre aborderont outre les questions culturelles et les questions de développement, les grands sujets de l'actualité politique.

Pour ce qui est de la situation en Afrique du sud, il apparaît d'ores et déjà que cette question ne pourra être évitée de par l'intérêt qu'elle suscite chez les pays d'Afrique francophone. De fait, M. Mulroney dit avoir déjà indiqué, par la voix de son ambassadeur, de son désir d'aborder cette question.

Le premier ministre canadien se dit en effet

conscient de l'intérêt que représente cette question en Afrique pour l'avoir constaté personnellement lors de la conférence des pays du Commonwealth l'automne dernier à Nassau. On peut imaginer que l'on pourra assister aux mêmes débats vigoureux, a-t-il dit, refusant d'indiquer toutefois si le Canada prendra l'initiative de soumettre des propositions d'actions communes. Rappelons qu'à Naussau, on avait dû, devant la résistance de l'Angleterre, se contenter de la création d'un comité des sages. À Paris, un consensus pourrait plus facilement se faire.

La situation politique en Haïti pourrait devenir un sujet de réflexion des participants au Sommet en raison de la conjoncture dans ce pays. Le gouvernement Duvalier a été invité à participer au sommet à titre de pays francophone membre de l'Agence de coopération culturelle et technique. On ne sait toutefois pas s'il y sera présent.

La ministre des Relations extérieures, Mme Monique Vézina, indiquait hier que le Canada n'a pas à se prononcer sur la participation d'Haïti au sommet puisque c'est le pays hôte qui invite. Elle devait dire toutefois qu'elle estimait qu'il devait y être représenté. Le premier ministre Mulroney a indiqué pour sa part que si la situation intérieure à Haïti devait être abordée, le Canada exprimerait son point de vue, ajoutant toutefois un prudent: «On verra dans le temps». Il souligne qu'il ne faut pas «étouffer le Sommet avant sa naissance».